



Rassemblement à Angers

Discours d'Emmanuel Macron

28 février 2017 - Centre des congrès d'Angers

Merci ! Merci à vous ! Merci beaucoup !

Pardon, nous avons fait un petit détour, mais il y avait, et il y a beaucoup de monde dans la salle qui est juste derrière ce débord et il y a malheureusement plusieurs centaines de personnes dehors qui ne pourront pas être avec nous, donc je suis allé les saluer.

Merci à nos intervenants, merci chers amis, merci aux élus aussi qui sont là, qui sont venus de toute la région, et que j'ai plaisir à retrouver. Je suis heureux d'être ici, à Angers, avec vous !

Il y a du monde, apparemment il y a une dynamique, des gens qui ont plutôt envie d'aller de l'avant, de faire changer le pays et donc qui se sont mis en marche pour qu'on arrive ensemble à transformer les choses. Vous savez, ce soir, on est à quelques semaines du scrutin. Donc chaque jour maintenant qui passe est un jour important. Il ne faut pas se tromper : chaque heure, chaque jour, on va devoir convaincre, continuer à expliquer, aller au devant de celles et ceux qui croient ou qui ne croient pas, pour justement leur montrer que nous avons un projet, une capacité à faire, à changer les choses et à transformer la France.

Nous sommes à un moment qui est grave dans la vie du pays. Il ne faut pas se tromper. Donc on a beaucoup d'entrain, d'énergie et on en aura toute la soirée ensemble. Mais avant de commencer, je veux quand même rappeler à quel moment l'on parle et dans quel contexte nous allons mener ce combat.

Nous parlons alors que notre pays est en train de vivre des changements profonds, radicaux. C'est un pays qui, depuis trente ans, n'arrive pas à régler le problème du chômage de masse, qui a été frappé par des attentats, qui a peur, qui est tenté par le repli, qui va avoir à vivre, comme beaucoup d'autres, la transformation écologique et environnementale, qui est un devoir, qui va profondément changer nos habitudes, mais

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 17

qui, en même temps angoisse aussi certains. Nous étions tout à l'heure en Mayenne puis dans votre département avec de jeunes agriculteurs. Ils savent que c'est une nécessité mais ils en ont aussi peur.

Nous aurons à vivre et nous sommes en train de vivre une révolution numérique qui change nos façons de consommer, de produire, nos imaginaires aussi, parce qu'aujourd'hui, quelqu'un, à Angers, peut savoir ce que l'on pense à Abou Dhabi, peut échanger avec Stanford, donc pour le meilleur comme pour le pire, est plongé dans ce nouveau monde.

Donc nous avons tous ces défis à relever. Un pays qui est fatigué, qui a en même temps en lui une énergie folle mais qui a face à lui des défis historiques. Cela fait bien longtemps que nous n'avons pas connu un tel niveau, à la fois de transformation en profondeur et d'inquiétude, parce que tous ces changements ensemble vont bouleverser nos vies, vont bouleverser notre pays et vont changer immanquablement ce que nous sommes.

Donc, le moment qui est aujourd'hui le nôtre, c'est de choisir l'avenir de la France face à tous ces défis. Et alors même que nous avons ce choix à faire, il y en a qui veulent jouer avec ce choix.

Donc, la campagne dans laquelle nous sommes plongés, c'est une campagne qu'on nous vole en quelque sorte, où chaque jour on débat des affaires, des unes et des autres, où chaque jour on débat de la légitimité des médias, en faisant siffler un contre-pouvoir nécessaire dans la vie démocratique, où chaque jour on attaque maintenant la justice de notre pays qui est une autorité essentielle de l'Etat de droit et donc de notre démocratie.

[Aparté : Est ce qu'on a l'interprète pour langue des signes ? Parce que je vois vos papiers, Ludovic, je vois vos papiers et j'y prends soin à chaque fois. Donc il y a une boucle magnétique qui vous permet de suivre le meeting si vous n'entendez pas. Donc il va vous expliquer. Il y a une boucle qui vous permet de suivre. Parce qu'à chaque fois, on a prévu un dispositif.

Mais c'est très important, donc il va vous le dire. Vous pouvez le suivre... parce que nous, on se connaît, en plus... il m'a déjà alerté.

Vous avez raison... il y a des interprètes qui sont là avec l'équipe. Et c'est très important que chacune et chacun, c'est le projet qui est aussi le nôtre, ait sa place. Je demande à ce que, vraiment, on puisse vous indiquer comment l'avoir.]

Donc, face à tous ces défis, notre pays, je le disais, vit une inquiétude et cette campagne est aujourd'hui volée. Au-delà de la défense des médias, de la justice, ce que nous devons faire aujourd'hui, ce qui est absolument indispensable - et c'est l'énergie que je veux qu'on partage ce soir -, c'est de ne rien céder à l'esprit délétère dans lequel nous sommes plongés. C'est de ne rien céder aux discours de haine, de doute, de remise en cause. C'est de ne rien céder à la tentation du repli, à la tentation du discours "on a toujours fait comme ça donc on va toujours faire ainsi, les gens s'habitueront, ça n'est rien". Non, ça n'est plus possible !

Face à ces défis, aujourd'hui, notre devoir est double, mes amis. Il est de ne rien céder sur nos principes, notre exigence, la défense de l'État de droit et la qualité de cette campagne que nous devons conduire. Elle est indispensable !

En même temps, nous devons chaque jour parler du quotidien, de la vie de nos concitoyens et leur montrer qu'un chemin est possible. Que face à ces angoisses, que face à ces inquiétudes, que face à ces transformations, tout ce qu'on leur promet - les uns de tout casser ou de se replier, les autres de les redresser malgré eux, parce qu'il n'ont

Seul le prononcé fait foi.

pas compris ce qui se passait, il faut donc redresser la France - ce sont des fausses promesses. Mais que le projet qui consiste, en donnant une place et une responsabilité à chacun, à donner une chance à la France de saisir le siècle qui advient, c'est le nôtre. Notre projet, c'est un projet de conquête parce que c'est ça, l'esprit français, c'est un esprit de conquête, c'est une volonté de regarder les choses en face, de regarder toutes les difficultés, et de vouloir les prendre, les saisir pour pouvoir transformer les choses. Notre projet n'a jamais été un projet de réforme. Je le dis parce que beaucoup de pays étrangers pensent que la France est un pays irréformable et ils n'ont pas totalement tort.

Donc ce que j'essaie d'expliquer, ce que nous sommes en train de montrer, c'est que c'est vrai, la France est un pays irréformable. Parce que la réforme, c'est ce qui vient toujours d'en haut, ce qu'on dicte. Alors, certains la brandissent en étendard, et parfois quand ils n'ont jamais été réformateurs, ils disent "vous allez voir, moi je vais faire de la réforme radicale". On s'en souvient, ils étaient là, il n'y a pas longtemps. Ils n'ont jamais fait de réformes, ils n'ont jamais fait d'économies. Il y a une autre technique, qui est de ne pas en parler mais de faire des réformes ; ça ne marche pas non plus, parce que les gens finissent par s'en rendre compte.

Mais quand je dis que la France n'est pas réformable, c'est que c'est un pays qui n'aime pas qu'on lui dicte les choses d'en haut. C'est que c'est un pays qui, aussi longtemps qu'il peut résister, ne pas totalement changer les choses, résiste, se cabre. Mais parce que les défis sont immenses, parce que la menace est extrême, parce que, face à ce que nous avons vécu et ce que nous sommes en train de vivre - combien d'autres peuples auraient basculé, se seraient déjà fracturés, se seraient déjà arrêtés? - eh bien parce que le défi est immense, le peuple français le relèvera. Et ce sera le peuple, pas quelques personnes d'en haut.

Et donc notre défi, durant cette campagne, et le jour d'après, et pendant les cinq ans qui suivront, c'est bien de réveiller cet esprit de conquête, qui n'est pas un esprit de quelques-uns contre les autres, qui n'est pas un esprit de certains qui réformeraient le peuple, mais qui est cette énergie qui existe, qui est là sur le terrain, que vous portez, cette volonté de faire que nous voyons partout et qui est en train d'advenir. L'esprit de conquête, c'est ce que nous sommes en train de révéler et c'est ce qui nous fera gagner !

Il y aura, au fond, cinq choses, ce soir, que je veux partager avec vous et je reviendrai, demain, sur les sujets agricoles, nous irons au Salon et nous serons plusieurs ; après-demain, je présenterai notre projet, avec tout ce que nous avons déjà dit et de nouvelles annonces, et un contrat avec les Français - qui est le coeur de ce projet - que je veux passer avec vous, que sont les quelques réformes essentielles sur lesquelles, quoi qu'il advienne, nous nous engageons. Mais je voulais, ce soir, revenir sur cinq convictions profondes, cinq choses que nous allons porter jusqu'au bout.

La première, c'est la révolution culturelle, que nous sommes en train de conduire et qu'il ne faut jamais oublier, jamais abandonner une seconde jusqu'au bout de ces élections et même après. Ce que nous avons fait ensemble depuis le début, c'est une espèce de laboratoire de ce dont le pays a besoin et de ce que je veux faire à plus large échelle. Ça consiste d'abord à ne pas accepter les lignes Maginot là où elles sont. Ce soir, il y a là beaucoup d'élus, de femmes et d'hommes de la société civile, qui ne se connaissaient pas il y a quelques mois, qui n'imaginaient pas travailler ensemble il y a quelques mois, qui parfois même s'étaient opposés il y a quelques mois. Ce que nous avons fait, ce que nous disons depuis le début, c'est qu'au-delà de ces différences, quand on partage des valeurs essentielles, une volonté de faire, on peut dépasser ces clivages, qui d'ailleurs sont parfois

Seul le prononcé fait foi.

bien moins grands que ceux qui séparent les femmes et les hommes au sein des mêmes partis.

Parce que nous croyons dans l'innovation, dans la transformation écologique et environnementale, parce que nous voulons réconcilier cette perspective et l'ambition de nos agriculteurs, parce que nous croyons dans la transformation digitale, parce que nous sommes pour une société de l'innovation, parce que nous voulons en même temps les justes protections pour chacun et l'égalité des chances par une école exigeante, parce que nous tenons à la laïcité qui assure la cohérence nationale, parce que nous croyons dans l'Europe furieusement, oui, nous nous sommes rassemblés.

Cette petite révolution qui continue à en éberluer certains qui voudraient nous enfermer dans une boîte, qui disent, en quelque sorte, "est-ce que ce qu'ils proposent c'est de gauche ou de droite ?", ils se disent "ils sont à la fois transformistes, c'est de la gauche pas claire, de la droite refoulée". Mais nous l'avons assumé depuis le début. Nous l'avons toujours dit. N'essayez pas de nous enfermer. Le peuple français ne se laisse pas enfermer. L'énergie qu'il y a là, elle ne se laissera pas enfermer ! Parce que c'est ce qui permettra de constituer, non pas une coalition d'intérêts, non pas un syndicat de copropriété. Aujourd'hui quand je regarde le syndicat de gauche et le syndicat de droite, ils ont énormément de mal à répartir les charges de copropriété. Je ne les envie pas. Nous, nous avons une liberté folle, nous sommes partis de rien, nous avons cet esprit de conquête chevillé au corps, parce que nous avons tout à emporter !

Donc jusqu'au bout, ce que nous allons faire, pas à pas, c'est continuer ce travail de renouvellement de la vie politique. Mesdames, vous en êtes deux formidables exemples, les deux femmes qui ont ouvert ce meeting. C'est une des choses dont je suis le plus fier, c'est que des femmes et des hommes qui ont le talent que vous avez, qui pensaient sans doute il y a quelques mois que la politique n'était pas faite pour eux, qui avaient parfois des engagements locaux, qui étaient dans la vie civile, ont décidé de sauter le pas. Donc nous sommes cela déjà, une formidable force de renouvellement, et nous sommes, en même temps, une force de rassemblement, parce que nous arrivons à regrouper des femmes et des hommes venant de la gauche, du centre, de la droite, des écologistes et des radicaux, et que chacune et chacun y a sa place parce qu'il porte le même projet. Cette révolution culturelle et politique que nous sommes en train de faire, elle est le préalable indispensable à l'action que nous mènerons, parce que c'est la légitimité que nous sommes en train de construire.

Quand j'étais, tout à l'heure, avec Jean et plusieurs autres, Audrey, Olivier, Stéphane, auprès des agriculteurs, je leur ai dit à un moment "la vérité, c'est toujours mieux". Je leur faisais des propositions très techniques, très précises, qui correspondaient à leurs demandes qui sont quotidiennes, précises et techniques, et j'y reviendrai. Mais je leur ai dit "vous savez, je n'ai pas tellement de mérite, parce qu'on a travaillé avec des gens qui étaient eux-mêmes exploitants agricoles et qui ont dirigé le groupe de travail. Et ils ont travaillé avec le terrain, ils ont eu trois mille questionnaires". Ce travail que tant et tant ont raillé, que nous avons conduit pendant des mois, c'est cela qui nous a nourris pour vous dire quelque chose qui vous parle aujourd'hui, c'est simplement parce que c'est vous qui l'avez construit. Ce n'est pas moi de manière géniale, dans un bureau solitaire, ou quelques-uns dans des antichambres, cela n'aurait aucun sens.

Donc nous commençons aujourd'hui à être plus forts de cette révolution culturelle, dont vous êtes les acteurs, parce que ce que vous demandez, ce que demande le peuple français, ça n'est pas simplement d'être là, à la claque, de choisir comme dans un radio-

Seul le prononcé fait foi.

crochet untel ou untel, de les comparer. C'est de pouvoir proposer, agir, parce que demain, une part de ce que nous ferons, c'est vous qui en serez les auteurs, c'est vous qui aurez à le faire. C'est une part de responsabilité parce que, ce pouvoir, je vous le rendrai. C'est cela, la révolution culturelle que nous sommes en train de conduire.

L'autre révolution qui est la nôtre c'est celle du risque et de l'ambition extrême. Je le dis souvent, la France a deux problèmes : elle n'aime pas le risque et l'échec. Ça commence dès la petite enfance : un enfant qui se trompe, qui sort du rang, n'est pas bien vu et s'il se trompe, s'il échoue, s'il dit une bêtise, il sera plus sanctionné que celui qui s'est tu. Et vous savez, quand vous commencez, d'ailleurs, dans la vie politique, il y a des règles de base – j'ai souvent fait des maladresses qui vous montrent à quel point je ne les ai pas respectées – mais qui consistent plutôt à se taire qu'à dire des choses qui vont contrarier, qui peuvent blesser, ou qui peuvent bousculer. Parce que, surtout quand on est un responsable politique, il y a toujours un préjugé favorable : quand on se tait, les gens se disent "il doit savoir, lui, il a le truc en tête, c'est assez clair, mais c'est un pudique, il ne dit pas...". Non ! Mais c'est ce vieux fond que nous avons dans notre culture qui est qu'il vaut mieux ne pas prendre de risques.

Or, dans une économie de l'innovation, de la connaissance, de la transformation radicale, que nous sommes en train de vivre, il faut prendre des risques. Il faut des femmes et des hommes qui osent. Il ne faut pas forcément avoir des gens qui vont reproduire – il en faut – mais il faut accepter qu'il y ait des gens qui vont faire différemment, et les regarder pour ce qu'ils sont. Et certains, même, vont échouer. Et, à ce moment-là, il faut toujours se rappeler que celui ou celle qui a échoué a beaucoup plus appris que celui qui n'avait pas tenté.

Cette philosophie, c'est celle qu'on a dans toutes les réformes que nous sommes en train de conduire. Quand on réforme le droit du travail, quand on réforme nos règles, pour simplifier, et parfois pour dire "une entreprise qui va mal, il faut qu'elle puisse se réorganiser plus vite, là où on a mis aujourd'hui, pour protéger, dans notre droit du travail, beaucoup de barrières", il faut comprendre que c'est parce que ça va aider des gens à échouer plus rapidement. C'est terrible à dire, c'est très contraire à nos propres perspectives. Mais la pire des choses, c'est d'échouer lentement, sous la stigmatisation du public, parce que quand les choses commencent à aller mal, eh bien, mieux vaut échouer à moindre coût et rapidement pour pouvoir rebondir. Et ça, c'est une transformation culturelle, politique, radicale, mais nous devons la mener.

Je vais vous prendre un exemple tout simple : quand vous avez une entreprise qui ferme, tous les politiques, de tous bords, même ceux qui se disent les plus libéraux, vont, devant l'entreprise, dire "avec moi, cette entreprise ne fermera pas". Quand bien même il faut acheter des rames de TGV qu'on ne vendra jamais, quand bien même il faut acheter des commandes qu'on sait qu'on ne passera pas, on va passer le cap. Et donc, qu'est-ce qui se passe ? On protège les emplois pendant un temps donné, parce qu'on a peur de l'échec, parce qu'on dit "vous n'avez pas le droit d'échouer, vous devez tenir". Et puis, six mois, huit mois, un an après, ça tombe, et beaucoup plus fortement. Alors que ce qu'il faut permettre, c'est permettre aux entreprises qui ont à se restructurer de le faire, vite, simplement, avec le moins de dégâts possible. Mais il faut protéger les individus, ce qui est très différent. Il ne faut pas protéger les emplois, il faut protéger les individus. Et donc les former, leur permettre de rebondir. Et donc, vous voyez, cette culture qui consiste à accepter la part d'échec qu'il y a dans le risque, c'est aussi notre révolution culturelle.

Mais, en même temps, il faut accepter le succès. C'est-à-dire qu'il y en a qui vont réussir formidablement, qui vont se battre, qui vont avoir de la chance, qui vont travailler plus que les autres, qui vont rencontrer quelqu'un, avoir plus de mérite ou plus de talent, et qui vont superbement réussir. Et là, nous avons un deuxième problème en France, c'est qu'on ne les aime pas. Et donc on dit "bon, ils ont réussi, mais il y a un truc qui doit être louche, quelque chose n'est pas net." C'est insupportable pour celui qui n'a pas réussi. Donc il faut quand même corriger ça. Et puis il y a, en quelque sorte, une espèce de jalousie profonde. Alors je vous le dis : un pays qui ne supporte pas l'échec, et qui n'aime pas le succès, c'est un pays qui a de gros problèmes.

Donc la révolution culturelle que nous sommes en train de conduire et que nous conduirons jusqu'au bout, elle permettra d'échouer. Elle dédramatisera la prise de risques, parce que nous en avons besoin, dès la plus petite enfance. Elle responsabilisera chacun, dans la fonction publique, dans l'entreprise, dans le monde scolaire, dans l'hôpital. Parce qu'aujourd'hui, dans la situation où nous sommes, le plus grand risque, c'est de ne pas en prendre. Mais en même temps, elle aimera le succès. Elle aimera le succès et elle célébrera aussi celles et ceux qui font, qui créent, qui entreprennent, qui construisent le succès familial, le succès artistique ou entrepreneurial, parce que nous en avons besoin ! Donc, ces principes, cette révolution culturelle, elle sera au cœur de toutes nos propositions en matières fiscale, d'organisation, sociale, mais aussi politique.

Cette révolution culturelle que je veux conduire, elle est aussi politique. Elle passe par ce renouvellement, ce rassemblement que nous sommes en train de faire, parce que ce que nous allons construire avant l'élection, c'est une majorité de coalition pour gouverner. Nous n'allons pas le faire dans des salles obscures le jour d'après. On est en train de le faire à ciel ouvert, parce que c'est ça, la démocratie, non plus seulement participative, mais constructive, active, avec des femmes et des hommes de la société civile et du monde politique. À ciel ouvert, on le fait. On se rassemble et on construit la majorité pour gouverner demain.

Regardez la situation dans laquelle nous sommes : le Front National est aux portes du pouvoir. Aucun candidat à lui seul, on verra à la fin et le jour du premier tour, mais dans tous les sondages, aucun candidat ne fait résolument plus de 25%. Alors oui, il y en a qui ont des partis, des vieux partis, avec beaucoup d'intérêts, mais est-ce que quelqu'un peut penser raisonnablement que, élu Président, il aura une majorité présidentielle uniquement avec son parti ? Moi, je n'y crois pas. Mais non seulement ça n'est pas possible, mais ça n'est pas souhaitable, parce que ce serait un hold-up ! Donc, cette révolution culturelle, c'est aussi de dire "nous sommes en train de rénover notre démocratie sur le plan présidentiel, nous allons aussi la rénover sur le plan parlementaire, ensemble, pour pouvoir gouverner dans le pluralisme, dans le respect de l'autre, et dans l'efficacité". C'est-à-dire qu'en même temps qu'il y aura de la diversité, des différences, qu'on ne pensera pas tous la même chose, nous nous rassemblerons sur le cœur de ce contrat avec la Nation que nous portons. C'est cela, la révolution que nous sommes en train de conduire et que nous conduirons jusqu'au bout.

Ma deuxième conviction, c'est qu'on a besoin de libérer. Libérer les énergies, l'énergie du terrain, des entreprises, de celles et ceux qui font. C'est l'un des fils rouges de notre action. Libérer, parce que, ce que depuis le début j'essaie de démontrer, c'est qu'on peut réconcilier la liberté et l'égalité. C'est que quand on recrée de la liberté à certains endroits, on redonne des chances, on permet de faire, donc on rend aussi les choses plus justes. On recrée des conditions d'égalité.

Alors, parce que je veux libérer, je veux d'abord libérer la capacité d'entreprendre, de faire. Ce sont toutes les simplifications en termes de création d'entreprise, que nous continuerons à égrener. C'est aussi les simplifications drastiques que nous mènerons - et ça fait plusieurs mois que je le dis - pour les entrepreneurs du quotidien que sont les indépendants. Parce que le premier entrepreneur, c'est un indépendant. Il y en a des millions, et, contrairement à ce que beaucoup pensent, ce ne sont pas des gens qui multiplient les stock-options, qui vivent formidablement bien. Ce sont des femmes et des hommes qui prennent des risques. Ce sont des femmes et des hommes qui ont pris un risque : celui de ne pas être salarié. Il ne faut jamais l'oublier. Être salarié, c'est accepter une relation de subordination en échange d'une garantie d'emploi. Être indépendant, entrepreneur, profession libérale, c'est avoir décidé d'être libre en contrepartie d'un risque, qui est celui de ne rien avoir le lendemain.

Donc, parce que je pense qu'on a besoin de cette énergie, dans tous les territoires, ici, comme en Outre-Mer, où les indépendants jouent un rôle fondamental, eh bien je supprimerai le RSI. Pourquoi ? Non pas que ce soit la faute des agents du RSI - c'est toujours facile de mettre des victimes expiatoires, les agents font leur métier - mais c'est que ce régime est trop compliqué. Il gère trop peu de monde, donc les délais sont trop longs, les procédures sont mal faites, les recours trop nombreux, le régime trop coûteux dans sa gestion. Donc nous l'adosserons au régime général, en donnant la possibilité d'opter pour le régime général ou de garder tous les allègements qui aujourd'hui existent, qu'il n'y ait pas de confusion !

En plus de cela, parce que je crois justement dans la liberté par le travail et l'entrepreneuriat, je l'ai dit, je veux simplifier notre système, donc je supprimerai le crédit d'impôt compétitivité emploi pour le transformer en allègement de charges pour tout le monde, de manière stable, visible, pour les indépendants, pour les agriculteurs, pour les entreprises, quel que soit leur statut, pour tout le monde. Ce seront six points de charges en moins jusqu'à 2,5 SMIC. Et ça, parce que nous avons besoin de libérer de la capacité à faire, à entreprendre, à créer de l'activité économique. De la même façon, ces allègements de charges, nous les creuserons au niveau du SMIC pour faciliter l'embauche des plus jeunes, des moins qualifiés, c'est absolument indispensable, donc nous porterons ces augmentations à dix points.

Libérer par le travail, c'est ça, ce qu'on veut faire. Ça veut dire que nous croyons dans une valeur fondamentale, en effet : le travail. C'est-à-dire la capacité qui est donnée à chacun, par son action, de changer son quotidien, de trouver une place dans la société, de sortir de sa condition, et donc de se libérer. Je ne crois ni au rêve de la fin du travail - parce que, croyez-moi, ce sera un cauchemar -, ni à l'esprit de défaite qui consisterait à dire "on a déjà perdu la bataille, donc organisons le repli, et voyons comment on peut compenser chacun" - parce que c'est un peu, déjà, ce que nous vivons -, ni dans une forme de vision disciplinaire du travail, où on considèrerait que le travail est là pour se nourrir et respecter simplement des lois du marché quelles qu'elles soient. Ce que je veux construire et qui est cet esprit de conquête, c'est la liberté par le travail, et donc une capacité à libérer dans l'entreprise, mais une libération juste, celle qui permet aussi de trouver les bons équilibres. Et où sont-ils, ces bons équilibres ? Au plus près du terrain ! Vous en êtes l'illustration vivante : il y a de l'intelligence sur le terrain. Et donc arrêtons et le discours défaitiste sur le travail, et le discours paternaliste sur le travail, qui consisterait à dire que tout doit être fait par la loi, et qu'il y a des gens à Paris qui savent comment on doit travailler partout en province et partout ailleurs. Ça n'a plus de sens.

Pour libérer, émanciper par le travail, je veux que nous simplifiions drastiquement notre droit du travail. Nous en avons besoin. Non pas pour qu'il y ait moins de droits, mais pour que les équilibres soient construits au plus près du terrain, par le dialogue social, dans la branche, dans l'entreprise. Donc le projet qui est le nôtre, c'est précisément de définir dans la loi les grands principes, intangibles, et de développer des accords majoritaires dans la branche, dans l'entreprise, pour pouvoir construire les bonnes solutions sur le terrain. C'est un geste de confiance. C'est une démarche qui reconnaît, en quelque sorte, la capacité à trouver les bons compromis au plus près du terrain, et à ne plus les capturer d'en haut. Alors ce sera une vraie transformation. Vous verrez les détails, et tout ce que cela emporte – je ne vais pas ce soir être trop long – mais je crois très profondément que, si nous arrivons à mettre en œuvre cette vraie révolution de notre droit du travail, alors oui, nous pourrions très concrètement changer les choses pour chacun, recréer du travail sur le terrain, recréer du travail dans les entreprises qui en ont besoin, adapter en fonction du cycle de l'entreprise, et du carnet de commandes, l'organisation, pour permettre, quand ça commence à aller mal, de se réorganiser.

Aujourd'hui, il y a quelques entreprises qui le permettent par la loi, parce que les grosses entreprises ont eu un cadre législatif qui le leur permet. On n'est pas très loin de STX et de Saint-Nazaire, on est plusieurs à avoir suivi ce cas : si la loi aujourd'hui pour les très grandes entreprises - type nos anciens chantiers -, si la loi n'avait pas permis d'aménager, par le dialogue social, une forme de chômage partiel, l'entreprise serait morte il y a trois ans. Morte. Elle aurait dû fermer. Le dialogue social a fait que des accords ont été trouvés, y compris avec des syndicats qui combattent au niveau national ce que je suis en train de dire! Parce que sur le terrain, ils ont construit des solutions intelligentes. Il y a eu presque un an de chômage partiel. Ça a été très dur. Ils sont repartis. Aujourd'hui, STX a un carnet de commandes qu'elle n'a jamais connu, de plus de quinze ans. C'est ça, l'intelligence sur le terrain. C'est ça, ce que je veux généraliser, dans les PME, les TPE, les entreprises de taille intermédiaire, c'est cela le cœur de notre projet.

Libérer par le travail, c'est permettre que le travail paye mieux, également. Et donc, le pouvoir d'achat de tous les travailleurs sera amélioré, non pas parce qu'on va demander à l'employeur de payer mieux : parce qu'on va changer le système de financement de nos grands risques, pour que ce soit davantage l'impôt et moins les charges sociales salariales. Tous les travailleurs, quel que soit leur statut - indépendant, salarié, profession libérale, fonctionnaire - verront leur pouvoir d'achat augmenter, parce que je veux que le travail paye mieux. Et, en même temps, parce qu'on a tous vécu ça, des cas très concrets où on nous disait "moi je veux bien reprendre ce travail à temps complet ou accepter cet emploi au SMIC, mais je ne vais quasiment rien gagner en plus". Alors, pour certains, c'est intolérable, ils disent "voyez, c'est la société de l'assistantat, ils ne veulent pas revenir au travail", et pour d'autres c'est incompréhensible, et pour celles et ceux qui pourraient reprendre ce travail, c'est frustrant. La réforme de la prime d'activité que nous proposons permettra qu'aujourd'hui, plus personne ne pourra se poser cette question, et donc que, par cette réforme, ce seront, en moyenne, pour une personne qui travaille au SMIC, cent euros par mois de pouvoir d'achat en plus.

Libérer par le travail, c'est aussi libérer la capacité à innover, à inventer, à rechercher. C'est pour ça que je veux que nous portions un programme ambitieux en matière d'innovation, de recherche, qui ira vers l'autonomie complète des universités et de leurs recrutements, des centres de recherche avec un budget de la recherche préservé et de la visibilité sur cinq ans. Et une politique assumée d'excellence, celle qui m'a d'ailleurs conduit à dire - parce que c'est ça notre esprit de conquête ! - aux chercheurs américains qui, aujourd'hui, voient un président de la République des Etats-Unis les menacer sur leur

Seul le prononcé fait foi.

crédit, expliquer encore avant-hier qu'il va augmenter le budget de la défense - ce qu'il faut sans doute faire, peut-être pas dans ces proportions - mais qu'il le financera en baissant celui de la recherche, en arrêtant de financer la recherche sur la transition énergétique et sur le climat - ne sifflez pas, même les lointains, il n'est jamais bon de siffler : nous, nous nous rassemblons sur les projets et le positif, ce n'est pas la peine. Je leur ai dit et je leur redis, mais nous mettrons en plus en place les dispositions pour les attirer, "venez, la patrie de l'innovation, de la recherche, la patrie du futur, ce sera la France !"

Et puis, libérer par le travail, par la capacité à faire, ça suppose aussi de pouvoir vivre dignement de son travail. Là, nous étions tout à l'heure avec le monde agricole : c'est cela, ce que nous leur devons. Ils ne demandent pas des aides, ils ne demandent pas l'aumône, ils ne demandent pas du clientélisme. Il faut arrêter ce discours, où ceux qui hier, ont dérégulé totalement la PAC, en disant "c'était formidable en 2008", sans rien préparer, sans moderniser l'agriculture française, en les laissant en pâture à la mondialisation non bienveillante ; qui, les mêmes, ont pris la loi de modernisation de l'économie qui a tout régulé dans le même temps. Les mêmes, qui aujourd'hui veulent revenir aux affaires, viennent expliquer "moi je vais les protéger, je vais vous protéger. Le problème, vous savez ce que c'est, c'est l'environnement, l'Europe, les normes et le gouvernement en place". Non, ceux-là mentent. Qui plus est, ils prennent les paysans pour des imbéciles. Oui, moi, je dis les paysans. Je revendique ce mot parce que je l'aime, parce qu'il est simple, parce que tout le monde le comprend et il renvoie à ce qu'ils sont de notre pays. Ils font notre pays, ils nous alimentent, ils font les paysages, les bocages de la région, donc nous en avons besoin. Mais il ne faut pas les prendre pour des idiots. Il ne faut pas leur dire que le problème, c'est l'Europe ou les normes environnementales, parce qu'ils savent que, oui, ils ont besoin de produire différemment, progressivement, et ils savent que, oui, l'Europe est aussi leur chance.

De la même façon, quand le Front National va leur expliquer qu'on va sortir de l'Europe, que tout ira mieux et qu'ils seront mieux payés le jour où on sortira, je leur ai dit tout à l'heure "posez-vous la question : ici, qui produit du lait, en Mayenne, le vend à 40% à l'export ?" C'est ça, le projet du Front National. Mais c'est penser que les voisins sont des idiots. Nous, on va sortir, tout ira mieux, on fermera les frontières. On dira "sus au lait des Pays-Bas, à ce qui vient de la Hongrie, de l'Allemagne, on va vous protéger !". Mais bon courage ! Tous ceux qui vendent à l'export du lait ici, de la pomme - j'étais, la semaine passée, dans la vallée de la Durance - tous ces gens-là exportent. Vous tous, vous exportez ! Alors, on va expliquer quoi ? Qu'on va continuer à exporter ? Parce que ceux à qui on ferme les portes, on va gentiment se trouver accueillis ? Jamais ! Regardez les choses en face : ces solutions simples qu'on vous vend, ce sont des mensonges !

Donc ce que je propose, c'est d'avoir le prix payé. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'on va pousser tout le monde à aller dans des associations d'organisations de producteurs, pour que les producteurs puissent négocier le juste prix avec les transformateurs et les distributeurs.

On fera, sur cette base, des contrats de filière. Là où les contrats ne sont pas signés parce que la distribution bloque, nous changerons la loi de modernisation de l'économie. Ensuite, nous rémunérerons les services environnementaux qui sont faits par les agriculteurs. Je prévois une enveloppe de 200 millions d'euros par an qui permettra d'abonder les enveloppes qui existent déjà et de reconnaître le travail qu'ils font et pour lequel ils ne sont pas payés. Et puis, je négocierai - l'agenda européen s'ouvre, nous avons besoin de la PAC. Nous avons besoin de la PAC, et d'une vraie PAC européenne, d'une Europe qui protège - les mécanismes de garantie, les mécanismes qu'on appelle

Seul le prononcé fait foi.

“contra-cycliques”, c’est-à-dire qui permettent, lorsqu’un secteur est bousculé par des cours mondiaux qui s’effondrent, par des traumatismes profonds, à ce moment-là, d’apporter les garanties et de protéger. C’est l’Europe qui peut le faire et c’est l’Europe qui le fera.

Cette politique, nous la conduirons jusqu’au bout. C’est cette politique de libération, de liberté, mais de liberté franche, réaliste. Elle suppose - c’est la troisième conviction que je voulais partager -, en même temps, de protéger. L’un n’est pas ennemi de l’autre. Je veux constamment réconcilier la liberté et la protection. Qu’est-ce qui fait qu’aujourd’hui, tant et tant se tournent vers les extrêmes ? Vers le Front National ? C’est qu’ils ont peur. Ils se disent “ce monde n’est pas fait pour moi ; ce monde est en train de me faire perdre et je n’y ai plus de place.” Si on aime vraiment la liberté et l’État de droit, il faut regarder cette réalité en face. Il faut savoir avoir une réponse. On ne peut pas présenter un projet qui est fait pour uniquement ceux qui réussissent, qui sont en bonne santé, pour qui tout va bien, parce que ça, ça s’appelle un projet conservateur ou ultra-libéral. Je le combats.

Parce que le doute qui s’est installé dans nos classes moyennes, c’est le doute sur la place qu’elles peuvent prendre dans cette mondialisation. Donc, c’est le doute sur notre capacité à protéger. Qu’est-ce qu’il s’est passé au moment du Brexit ? Du vote TRUMP aux États-Unis ? Les classes moyennes ont soudain dit “ce monde-là que vous nous vendez, que vous nous présentez, on a compris, il n’est pas fait pour nous. Il y a des gens qui réussissent formidablement, c’est 1% des plus riches, alors eux, ça va très bien. Ils sont plus riches à chaque fois. Quand il y a des crises, ce n’est pas pour eux. Il y a les classes moyennes des pays émergents qui marchent très bien. Mais nous, ça n’a pas bougé : les logements sont plus chers, la santé, ça va plutôt moins bien et on ne voit pas l’étape d’après. Et nos enfants, on ne comprend pas où vous les emmenez.” Et donc, ils ont décidé le repli. Ils ont décidé le repli parce que leurs dirigeants n’ont plus voulu les protéger, ont considéré en quelque sorte que c’était un discours devenu inutile, qu’il fallait juste libéraliser.

Alors oui, dans notre projet, il y aura aussi une part de protection. Nous devons protéger celles et ceux qui font, face aux grands risques de la vie. C’est pour ça que la première chose - pour moi sans doute la plus importante dans notre projet - c’est l’école. Parce que, qu’est-ce qui protège vraiment celui ou celle qui est né(e) dans un milieu modeste, qui n’a pas les mêmes chances que les autres, qui n’est pas né(e) avec une fortune, dont les parents, parfois, ne maîtrisent pas bien la langue ? C’est l’école.

L’égalité des chances, on ne peut la reconstruire que par l’école. Or aujourd’hui, notre école, elle forme moins bien qu’il y a vingt ans. Or aujourd’hui, notre école, elle est plus injuste qu’il y a vingt ans. Et elle fait que quand on vient d’un milieu modeste, on a moins de chances de faire des bonnes études ou d’accéder à un bon emploi. C’est pour cette raison que je me suis engagé, d’abord, à faire que dans toutes les zones d’éducation prioritaire, les enfants qui sont en CP et CE1 seront deux fois moins nombreux qu’aujourd’hui. Ça veut dire qu’on va mieux les accompagner, qu’on va aussi faire mieux de prévention à l’école, sur le plan ...

Un spectateur : Combien ?

E.M. : Douze enfants, ça veut dire. Douze enfants par classe. Merci de la demande de précision. Je ne vais pas sortir des enfants du système scolaire pour pouvoir les réduire, réduire le nombre, ce qui veut dire, on va préciser, que ça fait 6.000 classes de CP, 6.000 classes de CE1. Ça veut dire qu’on va vraiment les dédoubler, mais vraiment, et non pas

Seul le prononcé fait foi.

enlever deux ou trois élèves, comme on le fait aujourd'hui. Ça veut dire qu'on va redéployer 12.000 postes - en redéployer 6.000 à 10.000, en recréer durant le quinquennat pour pouvoir répondre à cet engagement.

Ensuite, je veux qu'on construise différemment les projets scolaires. Pour aller dans ces zones en difficulté, ça ne peut pas être les maîtres les moins expérimentés, payés un tout petit peu plus que les autres, ou qui le sont parce qu'on les nomme dans ces endroits-là. Donc ce que je veux changer, pour mieux protéger, c'est de redonner de l'autonomie à l'école, au collège, au lycée, y compris en termes de recrutement, sur la base de vrais projets pédagogiques et en rémunérant beaucoup mieux celles et ceux qui font ! Et puis, ce que je veux qu'on fasse aussi, c'est qu'on remette les deux heures d'enseignement qui ont été retirées, parce que c'est ce dont nos jeunes - et là quel que soit l'endroit où ils habitent -, ont besoin. Donc ce projet ambitieux, c'est celui que je veux porter, je le détaillerai dans deux jours, mais c'est cela, le projet pour l'école.

Ensuite, c'est la formation continue, professionnelle, et avec elle notre système de chômage. C'est la vraie sécurité professionnelle que nous devons créer. C'est ça, notre projet, c'est ça, ce que nous sommes en train de faire et que nous allons conduire jusqu'au bout. Alors, je l'ai expliqué peu à peu, en expliquant d'où nous venons, car les uns disaient au début "d'accord, on comprend, il n'y a rien, on ne fait pas de réforme". Les autres, maintenant, commencent à dire "non mais c'est terrible, en fait, c'est beaucoup trop, c'est impossible à faire". Les uns disent "ça va coûter un argent fou", les autres disent "c'est affreux, parce qu'en fait, il va réduire les droits". Rien de tout ça. Mais beaucoup plus.

Ce que nous allons faire, c'est d'abord de transformer le chômage qui est aujourd'hui une assurance, assez injuste, en système universel comme on l'a fait pour la maladie. Le chômage ne sera plus financé par les salariés sur leurs cotisations, mais par la CSG. Ce qui fait que toute personne qui perd son emploi, quel que soit son statut, qu'il soit salarié, entrepreneur, profession libérale, indépendant, artisan commerçant, agriculteur, aura droit au chômage, parce que c'est un élément de justice.

Mais en même temps, parce que c'est une prestation universelle, c'est un droit et il y a un devoir. C'est ça, la République. On l'a oublié... Donc, qui tombe au chômage a ce droit, il est indemnisé - et je le garantis à tout le monde - mais en même temps, dans les quinze jours, il a un bilan de compétences. On regarde ce qu'il sait faire, ce qu'il ne sait pas faire, et on lui propose des offres d'emploi, et si ces offres d'emploi sont décentes, il peut en refuser une. Mais à la deuxième, il perd ses droits et sort du système. C'est beaucoup plus contraignant, responsabilisant. C'est une profonde réorganisation de notre système, également, dit de "Pôle Emploi", mais c'est cela dont nous avons besoin pour remettre la confiance et l'esprit de responsabilité. Je n'en peux plus d'entendre les uns dire "c'est de l'assistanat, regardez, les gens ont choisi le chômage". Il faut ne l'avoir jamais subi pour penser qu'on le choisit.

Mais parce qu'en même temps, il y a des cas, qu'on connaît, où certains refusent des emplois ou se réfugient dans ce qui est le contrôle actuel, qui n'est fait qu'imparfaitement, que très marginalement, et qui est un contrôle du fait que vous allez rechercher un emploi, mais pas forcément le prendre... Donc, il y a aussi des gens qui jouent avec le système, ce qui n'est pas sain et n'aide personne. Donc je suis pour mettre un système de responsabilités, avec un vrai contrôle et avec une vraie solidarité qui va avec. Mais, en même temps, la transformation profonde que nous conduisons, c'est de dire "s'il n'y a pas d'offre d'emploi décente, là où vous êtes, parce que vous êtes dans un métier qui est en

Seul le prononcé fait foi.

train de disparaître, de se faire bousculer par les changements technologiques, je me dois de vous former”. Or, aujourd’hui, quand vous êtes un chômeur, mais c’est vrai aussi quand vous êtes en intérim, en contrat court, que vous êtes un salarié précaire, vous n’avez aucun droit à la formation ou quasiment. Or la solution, elle est là. Nous avons environ deux millions de nos concitoyens qui n’ont plus la formation qui leur permet de rebondir et d’aller vers un autre emploi. Et donc je vous le dis, à celles et ceux qui aiment la réforme radicale, qui veulent le changement - quand j’en entends certains qui disent “sur le chômage, ce qu’il faut faire, c’est réduire la durée d’indemnisation”... C’est faux. Parce que, qu’est-ce qu’on va faire ? On va peut être pousser quelques cadres, ou très bien qualifiés, à aller plus vite vers l’emploi. Mais celui qui est peu qualifié, qui n’a pas la qualification qui lui permet de rebondir, il ira plus vite vers la fin de droits.

La clé pour répondre au problème du chômage endémique en France, c’est ce système de droits et de devoirs que j’ai dit, c’est d’assumer un contrôle parce qu’on assume un droit universel, mais en même temps de dire que toute personne qui n’aura pas une offre décente en face de sa qualification, on lui paie une formation qui peut durer six mois, un an, deux ans. Mais parce que notre économie est en train de se transformer, parce qu’aujourd’hui, de grâce, ne répétons pas les bêtises du passé.

Nous étions il y a quelques semaines ensemble, pour certains, dans l’Est de la France, près de Metz, qui a vécu la crise sidérurgique de manière terrible. Pareil, j’étais ensuite dans le Nord-Pas-de-Calais. Pareil, de la même chose, du bassin minier. Il y a eu du chômage, mais on n’a jamais reformé les chômeurs. Donc vous rencontrez encore des gens qui ont aujourd’hui 80 ans, qui vous disent “moi j’ai fermé la mine, mais on m’a jamais reformé à faire un autre métier : les nouveaux métiers, on ne me les a pas appris”. C’est la réalité. Des métiers vont être en crise, vont se transformer. Y compris des métiers de services auxquels nous nous sommes habitués, qui sont votre quotidien : vous-mêmes peut-être y êtes aujourd’hui. Je ne veux pas du tout vous inquiéter, parce que c’est une chance. Parce que je veux simplement vous mettre en situation de vivre ce changement. Mais il ne faudra pas y résister. Il ne faudra pas dire “je vais préserver les emplois d’hier”. De la même façon que ce n’était pas une bonne idée d’aller expliquer à ceux qui continuaient à allumer le lampadaire à la bougie qu’on allait préserver leur emploi : parce qu’on a vu le résultat. Il faut simplement vous dire “je vais vous réarmer pour traverser ces changements. Et si vos métiers doivent disparaître, je ne vous propose pas d’empêcher la disparition de ces métiers, mais je m’engage à ce que vous soyez reformés pour pouvoir aller vers des nouveaux métiers, parce qu’on va les créer”!

Parce que dans la silver economy, parce que - c’est-à-dire toute cette économie qu’il y a avec le vieillissement de la population - on crée des emplois, dans la domotique, dans l’innovation, dans l’accompagnement des personnes. Parce que la transition écologique va nous permettre de créer des emplois, totalement neufs, de services, d’accompagnement. Et, donc, des secteurs entiers que vous n’envisagez même pas, nous allons les développer. Il faut simplement que nous nous mettions en capacité de former celles et ceux qui vont perdre leur emploi pour aller vers ces nouveaux métiers. C’est cela, le coeur du projet de sécurité professionnelle.

La sécurité, c’est aussi la sécurité au quotidien qu’on doit à chacun, celle qui consiste à faire qu’on n’a pas peur quand on descend dans la rue, qu’on n’a pas peur sous la pression, qu’on n’a pas peur de l’autre. Il n’y a pas de liberté réelle s’il n’y a pas de sécurité. Alors, pour répondre à cela - j’ai déjà fait beaucoup de propositions sur le terrorisme, le renseignement -, il y a quelques éléments que je voulais rappeler ce soir. D’abord, la laïcité. La laïcité, elle est dans le bouclier de protection, elle est dans la sécurité. Pourquoi ? Parce que c’est permettre à chacune et chacun, où qu’il soit, d’où

Seul le prononcé fait foi.

qu'il vienne, et où qu'il habite, d'avoir la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité, c'est aussi une protection. Celle qui permet de protéger celui qui croit dans une religion alors que d'autres veulent le pointer du doigt. C'est la tentation de certains, aujourd'hui, à droite comme à l'extrême-droite, de nous expliquer que s'il y a des risques dans la société, c'est à cause de l'islam. Non, c'est à cause du terrorisme djihadiste !

Et donc, c'est permettre à celles et ceux qui vivent leur religion de la vivre en liberté. Mais en même temps la laïcité, c'est ce qui conduit à dire "celles et ceux qui vivent cette religion, comme tant d'autres, vous devez respecter les règles de la République". Et il n'est pas possible d'aller expliquer qu'au nom d'une religion, on puisse demander à des femmes de ne pas s'installer sur la terrasse d'un café. Ça n'est pas possible, dans certains quartiers, d'aller expliquer qu'on ne respectera pas, au nom de la religion, les règles de la République. La laïcité, c'est cette double protection et c'est celle que je préserverai.

Ensuite, la sécurité du quotidien, celle que nous allons recréer, c'est ce qui nous conduira à créer 10.000 places de postes de policiers et de gendarmes sur le quinquennat, en plus, à déployer une police de sécurité quotidienne qui va construire la sécurité sur le terrain, dans les quartiers, avec le quotidien des habitants et qui en rendra compte, et qui n'est pas simplement une police d'intervention qui arrive de l'extérieur, parce que ça ne fonctionne plus, on le voit bien. C'est redonner à cette police de sécurité quotidienne les moyens d'agir, c'est-à-dire, très concrètement, la possibilité de mettre des amendes sur des infractions du quotidien où, aujourd'hui, nos policiers sont totalement démunis, doivent faire des procédures lourdes qui, bien souvent, ne débouchent sur rien. Et c'est permettre d'éloigner du quartier, de la barre d'immeuble, de la rue, tel ou tel qu'ils ont identifié, en demandant l'autorisation au juge. Des mesures concrètes qui, là aussi, ont été construites avec nos forces de l'ordre et avec nos magistrats pour permettre, au quotidien, d'améliorer la sécurité de nos concitoyens. C'est cela, notre projet.

Donc, vous le voyez, ce n'est pas un projet avec des grands principes, avec des grands chiffres rouges. Je ne vous propose pas de baisser la majorité pénale à seize ans.

D'abord, parce que je crois dans la justice des mineurs, et quelqu'un de seize ans, quand bien même il fait 1m85 et est beaucoup plus large que votre serviteur, reste un mineur et relève d'un autre droit. Et ensuite, parce que - il faut informer chacun et c'est sans doute l'avantage de ces campagnes - ça existe déjà et, qu'aujourd'hui, le juge peut décider, face à des faits graves, de baisser la majorité pénale à seize ans, si c'est nécessaire. Cette sécurité quotidienne que nous allons promouvoir, c'est celle qui permet, vous l'avez compris, d'aller de l'avant.

Alors, en même temps que ce projet de sécurité, la quatrième conviction qui est la mienne, c'est de porter un projet d'investissement. On a besoin de révolutionner, on a besoin de libérer, on a besoin de protéger, on a besoin d'investir parce que c'est cela qui nous permettra de préparer l'avenir, de préparer ce nouveau modèle de croissance et notre société sur ces priorités. Alors, je l'ai dit, je ferai des économies : 60 milliards pendant le quinquennat, mais avec une méthode nouvelle qui correspond à notre culture, à ce que je disais tout à l'heure, c'est-à-dire en responsabilisant les acteurs de la dépense. Ça n'est pas une personne qui va construire 60 milliards d'économies et qui va vous expliquer, à chaque endroit, comment ça va se passer. Ça n'a aucun sens, ça ne marche pas. Beaucoup l'ont fait. On baisse les dotations chaque année des collectivités, ça a un impact : on supprime les investissements. On dit "je vais supprimer tant de fonctionnaires et tant de politiques publiques", ça a un impact : ce sont deux hauts fonctionnaires dans un

bureau qui expliquent à des ministres ce qu'ils doivent faire, et les ministres, assez rapidement, ne le font pas. On a testé toutes ces méthodes. De droite et de gauche.

Donc, nous, ce que nous allons faire, c'est que nous allons construire une autre méthode, donner de la visibilité sur cinq ans, responsabiliser chacun. Je nommerai des ministres qui auront une feuille de route budgétaire, qui sera évaluée chaque année. Et un ministre qui ne sait pas faire d'économie, de manière intelligente, c'est un ministre qui ne sait pas diriger son administration et ses politiques publiques, donc c'est un ministre qui doit avoir d'autres talents que celui d'être ministre. Parce que ce n'est pas une charge, un héritage, un dû, d'être ministre, c'est une responsabilité devant chacun.

Nous construirons également un pacte avec les collectivités locales, je l'ai dit, qui fait que je m'engage à ne pas baisser les dotations globales de fonctionnement pendant cinq ans, mais que ce que je demande aux collectivités, c'est de baisser en fonctionnement leurs économies d'en moyenne 2 milliards par an, avec des leviers que je leur donne, que j'ai détaillés la semaine dernière, et sur lesquels je reviendrai.

Mais en même temps, parce que nous faisons cela, nous pouvons investir dans le modèle de croissance qui est le nôtre. Ce n'est pas simplement faire des économies, ce dont nous avons besoin. On a besoin de construire le monde de demain. Sinon, nous trahissons nos jeunes et les générations à venir ! Parce que, en quelque sorte, on leur dit "on a accumulé des dettes, on va maintenant les éponger". Et encore... Parfois ceux qui vous expliquent qu'ils vont drastiquement faire des économies, ce sont ceux qui ont mis le plus de dettes : 600 milliards en cinq ans. Mais, si vous ne préparez pas en même temps l'avenir, vous trahissez. C'est pourquoi j'ai expliqué, proposé, et je porterai un plan d'investissement de 50 milliards d'euros sur le quinquennat.

Ce plan, ce ne sont pas des cadeaux. Ce ne sont pas des dépenses de la même nature. On va baisser les dépenses de fonctionnement, et on va faire des dépenses d'investissement qui sont en un coup, pour une seule année, mais qui permettent de financer la transition écologique, de financer la transformation numérique de notre économie, et l'équipement en haut-débit que nous allons, ainsi, pouvoir généraliser et accélérer. C'est ce qui permettra de financer la modernisation de l'hôpital mais, plus largement, du secteur de la santé et de l'innovation, avec une enveloppe qui sera dédiée. C'est ce qui permettra de moderniser notre agriculture avec un plan d'investissement agricole de 5 milliards d'euros.

Pourquoi ? Parce que si on veut changer l'État pour qu'il coûte moins, pour que ses pratiques correspondent au monde dans lequel nous vivons, nous devons investir pour faire ces économies. Si nous voulons que notre agriculture continue à se transformer, gagne le XXI^e siècle, nous devons investir et donc accompagner les exploitants agricoles qui sont prêts à se moderniser, à transformer leur exploitation. Si nous voulons maintenir notre système de santé, nous devons investir, faire des économies en fonctionnement, en organisant mieux l'offre de soin, mais en même temps doubler les maisons de santé pour lutter contre les déserts médicaux, investir dans l'hôpital qui, aujourd'hui, est en train de vivre une crise inédite et qui a besoin de réinvestissement, en même temps que d'une réforme de sa tarification en profondeur. Tout cela suppose une politique d'investissement vigoureuse et rigoureuse. C'est cela, ce que nous ferons pour le modèle de croissance français !

Et enfin, mes amis, la cinquième conviction que je voulais partager, c'est l'Europe, parce que oui, nous avons besoin d'Europe. Beaucoup la critiquent chaque jour, je le disais

Seul le prononcé fait foi.

encore il y a un instant, nous sommes les seuls à la défendre vraiment. Parce que beaucoup qui font semblant de la défendre proposent de la défendre sans respecter nos engagements communautaires sur le plan financier, proposent de la défendre sans avoir jamais voté les grands traités européens, proposent de la défendre en disant, dès qu'il y a un problème, à telle ou telle clientèle, "C'est l'Europe, ça... Moi j'aurais bien voulu, je vous défendrai, mais c'est l'Europe...". J'ai d'abord une grande annonce à vous faire : l'Europe, c'est nous. C'est nous.

Donc quand quelqu'un vous dit "ça ne marche pas parce que c'est l'Europe", retournez-lui la question : c'est quelle Europe ? C'est l'Europe que le peuple français a voulue puisqu'il a ratifié les traités, il y a eu des référendums. Quand il n'a pas voulu avancer, il n'a pas avancé. Mais c'est l'Europe que nous avons voulue, que nous avons faite. Ce n'est pas Bruxelles, c'est Bruxelles et toutes les capitales européennes, dont Paris ! Quand vous lui répondrez, dites-lui "mais l'Europe, c'est quoi ? C'est donc que vous ne nous avez pas bien défendus", parce que tant et tant qui disent "le problème, c'est l'Europe" ne vont jamais la défendre, ne vont jamais essayer de bouger les règles, ne vont jamais proposer quelque chose d'autre. Donc je crois dans l'Europe parce qu'elle est aujourd'hui ce qui nous permettra de mener cet esprit de conquête et de nous protéger, mais je veux la changer ! Je veux, en même temps, que nous arrêtons de laisser le monopole de la critique de l'Europe aux anti-européens !

Donc, pour cela, je veux une Europe plus ambitieuse à vingt-sept. Ce sont les négociations que je conduirai sur l'agriculture, sur le numérique, sur l'environnement, sur notre sécurité collective. Pourquoi ? Parce que cette Europe, c'est elle qui nous protège. Parce que toutes celles et ceux qui vous expliquent chaque jour qu'ils vous protégeront mieux en remettant des frontières à vos portes, ils bloqueront. Ils vont bloquer les transfrontaliers. Ils se feront plaisir le jour d'après. Mais face aux migrations que nous continuerons à vivre, mes amis, face aux grands risques géopolitiques, face au numérique et à ce que les géants de l'internet peuvent parfois nous faire subir ou supporter, face à la transition écologique, la bonne échelle, c'est l'Europe. L'Europe !

Parce que demain, si notre acier est attaqué par l'acier chinois et le dumping de ce pays, si notre agriculture est attaquée par la Chine aussi qui décide, d'un seul coup, de noyer nos marchés avec des prix cassés, eh bien nous n'avons aucun moyen de nous défendre, je vous le dis. Nous sommes un grand pays, j'en suis fier, je vous parle de l'esprit de conquête. Mais l'esprit de conquête, ce n'est pas prendre les gens pour des imbéciles. Et donc nous ne pouvons rien faire, nous, face à la Chine, marché de 60 millions d'euros face à un marché de plus d'un milliard d'habitants ! Mais l'Europe peut faire, si elle s'organise. Donc je suis pour une Europe qui se réveille, qui retrouve du leadership politique, qui retrouve la capacité à protéger !

Et donc mes amis, cette Europe, je vous le dis : elle attend la France. Elle attend le réveil français. Elle attend la France qui, depuis dix ans, depuis notre "non" à l'Europe, ne propose plus rien. Je le dis sur vos terres, parce que je n'oublie pas que si ces terres de l'Ouest, dont vous êtes, n'avaient pas, au moment de Maastricht, voté "oui", nous ne serions même pas aujourd'hui dans l'euro. Parce qu'ici, l'étudiant, l'universitaire d'Angers, le paysan de la Mayenne, l'industriel de la Loire Atlantique, vous toutes et tous, qui pourtant êtes loin, plus loin que d'autres, des pays européens, la Vendée - je ne veux oublier personne - vous êtes des terres de conquête, parce que vous êtes des terres qui regardent le large et vous savez ce qu'est l'Europe et nous en avons besoin. L'Europe nous attend.

L'Europe attend une France qui d'abord se réforme. C'est tout ce dont nous avons parlé ce soir, qui prend enfin ses responsabilités, qui décide son réveil, qui décide d'aller de l'avant et de relever ces défis. Elle attend une France qui, prenant ainsi ses responsabilités, arrivera à convaincre l'Allemagne, qui n'attend que cela, de bouger avec nous, et de retrouver une ambition à vingt-sept demain, vingt-huit encore aujourd'hui. Une ambition pour notre zone euro, avec une vraie politique d'investissement, un vrai budget de la zone euro, un gouvernement économique et un contrôle démocratique. C'est le projet que je porte.

Une Europe qui nous portera plus loin et qui nous protégera. Nous en avons besoin. Nous en avons terriblement besoin. Nombre de secteurs qui souffrent aujourd'hui ont besoin de plus d'Europe, là où, pour les protéger, on leur ment. Donc le projet, mes amis, que nous porterons jusqu'au bout, ce n'est pas simplement celui d'une révolution française démocratique, d'une vigueur retrouvée. Mais c'est aussi celui d'une détermination française à porter une ambition européenne, à porter une vraie volonté d'aller plus loin, de réconcilier la responsabilité avec la solidarité ! Et d'aller de l'avant !

Vous l'avez compris, mes amis, ces cinq convictions que je voulais partager avec vous ce soir, dans cette belle ville d'Angers, qui a d'ailleurs toujours porté cette capacité à aller au-delà des clivages... Vous avez toujours eu des élus qui ont su s'ouvrir. Votre maire actuel, comme son prédécesseur, à qui je veux rendre hommage, a toujours pris ses responsabilités, vos députés, vos sénateurs, dont j'ai toujours mesuré, quels que soient les textes et les sujets, la capacité à construire des compromis intelligents, à ne pas chercher l'esprit de fracture et de petites divisions, mais à vouloir participer à la coalition des femmes et des hommes de bonne volonté. C'est dans votre ADN. Et donc ça n'est pas un hasard si nous sommes là ce soir.

Et donc vous l'avez compris, mes amis, ces cinq résolutions profondes, je les détaillerai, j'y reviendrai, je les préciserai, j'en dévoilerai d'autres dans deux jours. Mais maintenant, chaque jour qui passera, ce que je vous demande, c'est de les porter, de les expliquer, et de montrer quelle France nous voulons faire. La France est une chance, c'est notre chance. Ça n'est pas un problème, ça n'est pas une fatalité, ça n'est pas un petit pays en train de s'effondrer, ça n'est pas un grand pays qui devrait haïr l'autre. La France, c'est une chance, parce que les Françaises et les Français sont cette chance ! Et chacun doit pouvoir tenir ses promesses !

Et donc ce que, ensemble, jusqu'au bout, nous devons porter, c'est cet esprit de conquête ! Chaque jour, chaque soir, vous aurez peut-être le droit de douter, de vous interroger après les attaques, après les coups bas, après les discours de haine. Mais chaque matin, je vous demande de vous réveiller en ne doutant plus de rien, en ayant cet optimisme terrible, cette détermination farouche qui doit être la nôtre, celle de conduire jusqu'au bout cette ambition que nous portons ! Cette volonté, mes amis, cette volonté d'incarner la dignité de la vie publique, parce que c'est cela, ce que nous sommes ! Au moment où tout le monde doute, au moment où les affaires sont là, au moment où, de manière indigne, tant et tant sont en train de menacer les contre-pouvoirs ou de menacer l'indépendance de l'autorité judiciaire, où certaines et certains sont en train de menacer l'État de droit en insultant les fonctionnaires, nous sommes les garants de cet État de droit !

Nous sommes les garants de ce qu'est la France, parce que je protégerai les contre-pouvoirs, parce que je protégerai l'indépendance de chaque pouvoir, parce que je protégerai chaque minorité dans ce qu'elle est, parce que je protégerai cet esprit de

conquête qui est le coeur de l'esprit français. Parce qu'avec vous, je porterai ce renouveau que rien n'arrêtera, qui est notre conquête française, mes amis. C'est cela notre projet !

Vive la République, et vive la France !

Merci à vous !

(La Marseillaise)

Merci !

Je compte sur vous !

Aller plus loin

Le replay >

youtu.be/wVz3oqE9zeM

L'article sur le site >

en-marche.fr/article/meeting-macron-angers

Suivez Emmanuel Macron

